

Béatrice Baumier, François Caillou, Christophe Maillard et Claude Petitfrère, *Les Élités urbaines sous l'Ancien Régime. L'exemple de Tours*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, 2020, 429 p., ill., préface de Jean-Gérard Paumier

L'étude historique très fouillée que nous livre notre confrère Claude Petitfrère, professeur émérite en histoire moderne de l'université de Tours, en collaboration avec trois de ses anciens étudiants, tous docteurs en histoire moderne, est le fruit d'un long travail de recherches. Les auteurs, tous excellents connaisseurs des sociétés urbaines en Touraine sous l'Ancien Régime, ont en effet mis plusieurs années pour produire et publier leur étude. Béatrice Baumier, Christophe Maillard, François Caillou et Claude Petitfrère ont toutefois eu raison de faire languir leurs lecteurs car l'ouvrage qu'ils proposent est extrêmement riche et stimulant.

En introduction, les auteurs présentent le sujet de leur étude à savoir les « élites » de la ville de Tours au cours des trois siècles de l'Ancien Régime. L'objectif principal du livre est donc bien de s'intéresser à la fraction de la population tourangelle, « toujours largement minoritaire », qui, du XVI^e au XVIII^e siècle, concentrait « puissance, autorité et influence ». L'ouvrage vient ainsi compléter les recherches historiques menées ces dernières années sur les couches supérieures de la société urbaine de l'époque moderne et, plus généralement, celles consacrées aux anciennes « élites », un terme propre à notre époque mais consacré par les historiens de la société en particulier depuis le livre publié en 1991 sous la direction de Guy Chaussinand-Nogaret (*Histoire des élites en France du XVI^e au XX^e siècle*). De fait, d'après les auteurs, Tours constitue « un excellent observatoire pour l'étude des élites urbaines provinciales » (p. 12).

Appuyé sur une exploitation extrêmement minutieuse de sources très variées (registres paroissiaux, dénombremements de population, rôles fiscaux, archives judiciaires, minutes notariales...), le livre est composé de trois grandes parties constituées de quatre ou cinq chapitres chacune.

La première partie, intitulée « Les élites dans la ville » (p. 15-119), cherche à définir précisément l'objet de recherche du livre. Ainsi, en cinq chapitres assez courts, les auteurs procèdent à une présentation analytique des catégories sociales ou socioprofessionnelles qui, dans les trois ordres de l'Ancien Régime (clergé, noblesse et Tiers État) présents à Tours, étaient susceptibles d'abriter des « élites ».

Pour effectuer une pesée globale du nombre de citadins que pouvoir, privilèges et fortune distinguaient du commun en sein de la ville de Tours, deux documents fiscaux ont été exploités, l'un datant des années 1696-1697, l'autre de 1790. Grâce à ces deux sources, les auteurs distinguent cinq « catégories socioprofessionnelles » auxquelles les élites appartiennent à Tours : le clergé dans son intégralité, les « nobles, officiers et autres gens de plume », les « marchands, négociants et entrepreneurs », les « bourgeois » et, enfin, les « professions libérales ». Chacun de ces cinq groupes est ensuite présenté en détail.

Les membres (aussi bien hommes que femmes) du premier ordre, tous intégrés de fait à la *sanior pars* locale, formaient à Tours entre 2,5 et 3 % de la population. On trouvait bien évidemment à la tête de ce groupe l'archevêque, mais également son secrétaire particulier et les vicaires généraux, aussi appelés « grands vicaires », lesquels formaient la « curie épiscopale ». Venait ensuite une sorte de « clergé moyen », à mi-chemin entre le monde épiscopal et le clergé paroissial, composé de chanoines réguliers et séculiers, avec parmi les derniers cités les influents membres des chapitres de Saint-Gatien et Saint-Martin. Les membres du clergé paroissial regroupaient quant à eux les curés et les vicaires. Au sein des élites du premier ordre présentes à Tours, on trouvait enfin tous les membres du clergé régulier. Au nombre de 392 à la fin de l'Ancien Régime, y compris les frères et sœurs convers, ils étaient alors répartis dans treize établissements masculins et six féminins.

Le deuxième groupe défini par les auteurs comme faisant partie de l'élite tourangelle était constitué de toutes les personnes relevant du second ordre (noblesse ancienne, dite parfois d'épée, « de robe » ou bien anoblis de fraîche date), de tous les individus qui n'appartenaient pas à la noblesse mais qui exerçaient de hautes charges au service du roi et du public, enfin de tous ceux qui se rattachaient au monde des lettrés. Ce groupe, qui a connu une hausse spectaculaire de ses effectifs entre la fin du XVII^e siècle et la fin de l'Ancien Régime, était composé essentiellement d'officiers, de commissaires et de commis rattachés aux différentes administrations établies à Tours.

Un troisième groupe, se rattachant au monde du commerce et de l'entreprise, était composé de « marchands », négociants et « entrepreneurs ». Le quatrième groupe comptait, quant à lui, dans ses rangs tous les « bourgeois » et « bourgeoises », lesquels formaient une véritable élite au sein du Tiers État. Enfin, le cinquième et dernier groupe regroupait ce que l'on appelle aujourd'hui les professions libérales, c'est-à-dire, à l'époque moderne, toutes les professions indépendantes d'ordre intellectuel : avocats, médecins, architectes, imprimeurs, libraires, chirurgiens, artistes, avec parmi eux les musiciens, et certains enseignants, dont les professeurs en activité au sein du collège de Tours.

La deuxième partie du livre, un peu plus longue que la précédente (p. 121-264), cherche à dégager les éléments communs qui permettent de distinguer avant la Révolution les élites urbaines de la ville de Tours du « petit peuple ». Sont ainsi étudiés, successivement, les modes de vie, le niveau et la nature des richesses matérielles ainsi que la culture intellectuelle des élites tourangelles.

Un premier élément distinctif de « la vie au jour le jour » des notables urbains apparaît dès la petite enfance. De fait, à Tours comme dans d'autres villes du royaume, la mise en nourrice des enfants issus des milieux favorisés est très fréquente. La pratique, attestée au XVII^e siècle, s'amplifie même au cours du siècle suivant. Les enfants appartenant à l'élite tourangelle bénéficient ensuite, dès leur plus jeune âge, d'une « éducation soignée ». En effet, plus encore que la richesse, le savoir distingue les membres de l'élite des artisans et ouvriers qui eux, sauf rares exceptions, ne peuvent accéder qu'à la lecture et aux rudiments de l'écriture. Pour les enfants appartenant aux milieux aisés, les premiers éléments de savoir étaient acquis dans une petite école particulière ou auprès d'un précepteur. Cette dernière forme d'enseignement reste toutefois minoritaire, même si le préceptorat semble se développer dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Pour « faire ses humanités » et acquérir une solide culture classique, venait ensuite, pour les rejetons de l'élite tourangelle, un temps d'études au collège, à Tours ou dans des établissements plus prestigieux, comme ceux de La Flèche ou de Pontlevoy notamment. Enfin, pour obtenir un grade universitaire, les jeunes garçons issus des élites tourangelles devaient se rendre à Paris, Angers ou Orléans, la ville de Tours ne possédant pas sous l'Ancien Régime d'université. Pour ce qui est de la « vie de couple », la plupart du temps, pour un jeune homme de l'élite, le mariage s'effectuait entre 25 et 30 ans. Pour les filles, l'âge au mariage était moindre. Bien évidemment, dans ce milieu comme dans tous les autres à l'époque, des « stratégies matrimoniales » étaient élaborées ce qui conduisait à une forte endogamie sociale. Le cas de ce « maître boulanger » qui, en 1690, a épousé une femme de la petite noblesse est donc bien une exception. Il est vrai que le mari était pourvu d'un petit office.

L'habitat était pour les élites tourangelles un élément de distinction fondamental. De fait, les membres de la bonne société tourangelle étaient surtout concentrés dans trois paroisses du centre-ville (Saint-Saturnin, Saint-Pierre-le-Puellier et Saint-Pierre-du-Boile), riveraines de la Loire. Propriétaires ou seulement locataires de leur logement urbain, ils cherchaient généralement à acquérir des biens à la campagne, pour pouvoir y séjourner une partie de l'année et surtout montrer leur supériorité sur une grande partie de la population. Dans la noblesse et, par imitation, dans la bonne bourgeoisie, la double résidence urbaine et rurale

était en effet très recherchée. De fait, pour pouvoir bénéficier d'un pied-à-terre champêtre, les élites urbaines investissaient couramment dans un bien-fonds situé à la campagne. Les closeries et les métairies, sans parler des châteaux et des manoirs, situées en priorité non loin de la ville – la carte établie par Béatrice Baumier (p. 166) montre bien la proximité des « résidences de campagne » des élites urbaines au XVIII^e siècle avec la cité tourangelle – étaient ainsi très convoitées. De ce fait, la possession de propriétés rurales explique que la ville de Tours perdait une bonne partie de ses habitants, à savoir les plus riches, au moment des vendanges, soit de la mi-septembre jusque vers le 11 novembre. Plus généralement, « c'est de la terre, plus que de l'exercice d'une profession ou de la pratique du prêt à intérêt, que la plupart des notables tourangeaux [tiraient] l'essentiel de leurs ressources » (p. 178). Ainsi, malgré des aléas certains, la terre se révélait presque toujours un investissement rentable sur le long terme.

Les élites tourangelles se démarquaient également du commun des mortels par un train de vie et une sociabilité distincts. Sous l'Ancien Régime, l'argent était en effet d'abord utilisé par les membres des milieux aisés pour tenir leur rang, promouvoir le paraître, et de plus en plus, au cours du XVIII^e siècle, pour leur bien-être et leur satisfaction personnelle. Comme pour d'autres évolutions, Tours est à nouveau « un bon observatoire pour mettre au jour cette lente mutation » (p. 187).

Autre élément distinctif, les membres de l'élite tourangelle disposaient massivement de serviteurs et de servantes. Vers la fin du règne de Louis XV, les classes dominantes employaient ainsi les deux tiers des domestiques de Tours, les mieux pourvus dans ce domaine étant les nobles vivant de leurs rentes, avec en moyenne trois domestiques par foyer. Venaient ensuite officiers, commissaires ou commis, gens de finances ou de justice, avec environ deux fois moins d'employés domestiques. De véritables « maisons » étaient au service de l'archevêque, de l'intendant et de quelques autres membres des élites, mais « contrairement à une idée reçue, les domesticités fleuves étaient rares dans les hôtels de la ville » (p. 189). Cinq ou six domestiques, tout au plus, servaient quotidiennement les plus favorisés des Tourangeaux.

Certains objets, chargés de symbole, possédés par les élites étaient aussi des facteurs de distinction compris de tous. Il en allait ainsi du port de vêtements confectionnés avec de riches tissus, de la possession de meubles précieux, de bijoux, d'armes, de livres, de chevaux, de chaises à porteurs, de « carrosses et équipages ». Plusieurs dizaines d'années après Paris, les élites tourangelles ont incontestablement fait leur entrée dans « l'ère de la consommation » au cours du XVIII^e siècle (p. 202). L'étude des inventaires après décès tourangeaux au siècle des Lumières révèle en effet « les progrès de l'individualisme, la recherche du confort personnel du corps et de l'esprit, [qui] suscitent le besoin de s'entourer d'objets joignant l'utile à l'agréable » (p. 203). Conséquence de cette évolution, les métiers du luxe commencent à prospérer à Tours au XVIII^e siècle. De même, réceptions, vie de salon, jeux (trictrac, reversi...), bals et promenades témoignent de l'apparition de mondanités et d'une sociabilité nouvelle au cours du dernier siècle de l'Ancien Régime.

Enfin, les auteurs mettent en évidence une vie culturelle propre aux élites et de plus en plus intense. Au Grand Siècle, les membres de la bonne société tourangelle sont déjà des lecteurs assidus. Certains possèdent aussi des cabinets de curiosités ou s'intéressent aux sciences dites « exactes ». Mais c'est surtout au siècle des Lumières qu'une effervescence culturelle sans précédent touche la ville de Tours. Le phénomène le plus marquant est sans doute l'amplification du nombre de lecteurs, en grande partie due au progrès de l'alphabétisation, notamment des femmes, et « plus encore peut-être [à] l'importance nouvelle accordée à l'épanouissement personnel et aux loisirs » (p. 226-227). Passé 1750, « le livre a cessé d'être le marqueur social qu'il était autrefois » (p. 227), il devient même « un objet de consommation courante ». Un intérêt accru se développe pour la science et les instruments

scientifiques. Les questions agronomiques intéressent également les notables. Ainsi, la Société royale d'agriculture de la généralité de Tours, « la toute première de France », ancêtre de notre Académie, est fondée en 1761. Hommes et femmes de l'élite urbaine se passionnent également pour les beaux-arts (tableaux, estampes, objets décoratifs...). En 1778, une « école de dessin » est même créée à Tours. Le théâtre, plus encore qu'auparavant, devient un loisir très prisé des Tourangeaux, toutes catégories sociales confondues. La musique sacrée, jouée notamment dans la cathédrale Saint-Gatien et la collégiale Saint-Martin, est également très appréciée.

La troisième partie du livre (p. 265-381) s'intéresse au rôle des élites dans « le gouvernement de la cité » tourangelle. Pour cela, les auteurs décrivent successivement la gestion administrative et la place des élites dans le corps de ville, les engagements de ces mêmes élites dans les grands enjeux politico-religieux de leur temps, enfin, le rôle d'intermédiaires tenu par les membres de l'élite tourangelle, entre les autorités supérieures et le « petit peuple ».

Le premier chapitre rappelle ainsi l'histoire mouvementée du corps de ville de Tours. Pourvue de statuts en 1462, sous Louis XI, – mais un embryon d'organisation municipale existait depuis 1356 –, la municipalité tourangelle est ébranlée par plusieurs mesures et réformes imposées par le pouvoir royal en 1589, 1619, 1724 et 1764-1765, des décisions du souverain à l'origine de modifications dans la composition et les règles d'élection du corps de ville.

Le chapitre suivant présente d'abord le renouvellement des élites à la tête de la cité. En effet, si le corps de ville de Tours a toujours été l'apanage des membres de l'élite – gens de métiers, artisans et boutiquiers ont été écartés de la municipalité dès l'origine, et les notaires y ont seulement été admis en 1732 –, la sociologie de l'échevinage a évolué tout au long de l'époque moderne. Ainsi, si la période 1589-1692 est marquée par une domination écrasante des magistrats, notamment de ceux en poste dans le bailliage et siège présidial, les années 1692-1789 se caractérisent par une nette percée des marchands et négociants, mais aussi des professions libérales (avocats, médecins). Les auteurs abordent ensuite la question de l'attrait du corps de ville pour les élites ainsi que celle des rapports compliqués entre le corps de ville et le pouvoir royal. Dans les faits, la municipalité de Tours a toujours lutté pour sauvegarder ses libertés et privilèges, tout en restant en permanence fidèle au roi. Enfin, la question des réalisations du corps de ville est examinée. En l'occurrence, en dehors de rares périodes de crise, c'est une « impression d'atonie routinière » qui se dégage. En effet, tout au long de l'Ancien Régime, les édiles tourangeaux ont surtout traité des « petites questions d'intérêt privé ». Un changement important intervient cependant dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, notamment à partir des années 1770. À compter de cette période, le corps de ville de Tours « paraît désormais s'intéresser davantage au bien-être des habitants », une évolution peut-être à mettre en relation avec « l'invasion marchande » et l'influence montante des idées des Lumières.

Le chapitre suivant est consacré aux engagements politiques et religieux des élites tourangelles. De fait, de 1589, au moment de la Ligue, à 1661, en passant par la Fronde (1648-1653), l'élite tourangelle a participé à toutes les « joutes politiques et religieuses de son temps ». À partir de 1621, cette élite a également joué un rôle important à Tours dans le mouvement de la réforme catholique. À la fin du XVII^e siècle, plusieurs membres éminents de la société tourangelle ont aussi eu leur part dans la lutte contre les protestants et, au siècle suivant, dans la querelle autour du jansénisme.

L'ultime chapitre aborde enfin la question du rôle d'intermédiaire tenu par les élites tourangelles, entre le pouvoir royal et les Grands, d'une part, et le « petit peuple », d'autre part.

En conclusion (p. 383-386), les auteurs insistent sur le fait qu'entre le début du XVI^e et la fin du XVIII^e siècle, la société urbaine de Tours « est dominée par une élite étroite dont les

composantes ont évolué ». Ainsi, au cours des deux derniers siècles de l’Ancien Régime, la ville a connu une « importante inflation du monde de l’office due essentiellement à la création de nouveaux services sous les règnes de Louis XIV et de ses successeurs ». De même, d’un bout à l’autre de l’époque moderne, les auteurs observent que « les fondements de la réussite sociale ont largement évolué, du moins en apparence ». En effet, si autrefois la réussite était basée essentiellement sur la « proximité du prince » et la faveur royale, ensuite, c’est surtout « l’accumulation des capitaux, la richesse foncière et mobilière » qui contribuaient à la réussite sociale des individus. Voilà pourquoi, au XVIII^e siècle, les négociants et les marchands tenaient, bien plus qu’auparavant, le haut du pavé dans la ville. Les auteurs reviennent ensuite dans leur conclusion sur le fait qu’au XVIII^e siècle l’élite de Tours a suivi les grandes évolutions du temps, dans le domaine des lettres, des sciences, de la médecine, de la mode, etc. D’importants changements dans les comportements ont aussi été observés à la fin de la période à Tours. Les édiles auraient ainsi plus cherché à remplir une mission en faveur de la ville et des habitants du fait que « sur la notion ancienne de service du roi s’est greffée progressivement celle de service public ». Ce qui expliquerait pourquoi, à la fin du XVIII^e siècle, la ville semble connaître « un certain dynamisme économique ou culturel », largement porté par les élites.

On aura compris, à travers cette rapide recension, que l’ouvrage proposé par Béatrice Baumier, Christophe Maillard, François Caillou et Claude Petitfrère est d’une grande richesse. Outre la diversité des sujets et thèmes abordés, il fourmille de cas et d’exemples concrets, souvent appuyés sur des sources et des recherches inédites dont on trouvera aisément les références grâce aux notes de bas de page en nombre raisonnable. Avec précision, et dans un style très plaisant, il offre du même coup un panorama complet et parfaitement documenté de la vie politique, sociale et culturelle à Tours sous l’Ancien Régime. L’ouvrage, destiné aussi bien aux spécialistes de l’histoire urbaine qu’à un large public, comporte enfin une abondante partie consacrée aux sources et à la bibliographie (p. 387-407) ainsi qu’un très utile index des noms de personnes et de lieux (p. 409-426). Quelques cartes et graphiques viennent également éclairer le propos, de même qu’une cinquantaine d’illustrations, parfaitement légendées, dont vingt-neuf en couleur regroupées dans un cahier central.

Venant synthétiser et enrichir les recherches menées depuis plusieurs années par ses quatre auteurs, *Les élites urbaines sous l’Ancien Régime. L’exemple de Tours* est un ouvrage majeur qui mérite de trouver une place de choix dans les bibliothèques tourangelles et françaises.

Fabrice Mauclair
Juin 2022